**1 François Dubet et Marie Duru-Bellat :**

**« L’emprise scolaire. Quand trop d’école tue l’éducation »** 18 octobre 2024

**« Plus d’école n’a pas que des effets positifs »** disent les sociologues François Dubet et Marie Duru-Bellat dans cet entretien au Café pédagogique. Dans leur dernier livre publié à la rentrée *L’emprise scolaire* aux éditions Presses De Sciences Po, ils dénoncent le poids de l’école qui mène à une instrumentalisation des choix scolaires et d’études. Dans un contexte de crises multiples de l’École, ce livre invite à une réflexion sur l’École à travers les critiques adressées à un système éducatif, à une culture scolaire dans une société de mise en concurrence. Ils rappellent qu’on demande toujours plus de l’école, or pour eu**x  « plutôt que de tout attendre de l’école quitte à ce qu’elle déçoive toujours, peut-être faudrait-il admettre que l’école n’est pas seule à éduquer».**

**Votre livre a un titre aux accents polémiques ou contradictoires, il s’intitule « l’emprise scolaire ». Allez-vous à rebours de l’idée d’école comme progrès ?  Pourriez-vous commencer par définir ce que vous entendez par « emprise scolaire » ?**

L’expression « emprise scolaire » fait penser spontanément au poids du diplôme pour trouver une place dans le monde professionnel et toute la société. Ce poids est réel, écrasant même, mais il y a plus insidieux : le diplôme sanctionne une scolarité plus ou moins réussie censée résulter de vos capacités personnelles, de votre mérite. Le diplôme signe donc votre valeur personnelle et ce que vous estimerez légitime d’avoir dans la vie. Il affecte la confiance en soi, l’assurance de connaissances et de capacités d’action supérieures à tous les autres moins diplômés, dont certains quittent l’école persuadés qu’ils sont « nuls ». Et cela vous suit toute votre vie durant.

Les parents ont bien compris cet enjeu, et ils vont tout faire pour que leur enfant décroche le diplôme le plus élevé possible, avec pour conséquence que la réussite scolaire devient le critère ultime, parfois obsessionnel, toujours très envahissant, d’une éducation réussie. L’emprise scolaire se diffuse également dans le monde du travail, où l’on tend a priori à considérer les diplômés comme plus compétents que les non diplômés, leurs connaissances académiques valant forcément mieux que les savoirs issus de l’expérience, sans compter toutes les qualités personnelles. La société est tout entière et de plus en plus sous l’influence des jugements scolaires, dont tout éducateur connaît bien les arbitraires et les angle-morts, et c’est en ce sens que plus d’école n’a pas que des effets positifs…

**Votre bilan de la massification en termes de justice sociale est mitigé, vous dénoncez la valeur instrumentale de l’éducation et la rentabilité du diplôme. Vous décrivez « un système qui bénéficie aux riches, aux gagnants où on veut « s’éduquer plus pour gagner plus ». Pouvez-vous expliquer cela ?**

La massification est un succès si l’on considère l’élévation du niveau de diplôme de tous ou presque tous (bien qu’il ne faille jamais oublier ceux qui y échappent). Alors qu’au seuil des années 1950, 5 % des jeunes décrochent le baccalauréat, c’est le lot, aujourd’hui, de plus de 80 % d’une génération. Avec 50,3 % de diplômés du supérieur parmi les 25-34 ans, la France affiche un taux plus élevé que la plupart de ses voisins, nettement supérieur à la moyenne européenne (41,2 %) et même aux États-Unis (45 %).

Mais si ces constats sont a priori positifs, il faut souligner deux bémols. Tout d’abord, la massification s’est faite par un allongement des parcours et non par l’augmentation, proportionnelle du moins, des savoirs acquis. Si on a réduit drastiquement les redoublements, les difficultés des élèves n’ont pas disparu pour autant ; et en l’absence de dispositions pédagogiques spécifiques, nombre d’enseignants et le Ministère lui-même observent que le niveau moyen des élèves au sortir du primaire a globalement baissé depuis les premières évaluations strictement comparables, soit depuis la fin des années 1980[[1]](https://cafepedagogique.net/2024/10/18/francois-dubet-et-marie-duru-belleat-lemprise-scolaire-quand-trop-decole-tue-leducation/?utm_campaign=Lexpresso_18-10-2024&utm_medium=email&utm_source=Expresso" \l "_ftn1). C’est le cas en français, surtout pour les élèves faibles, avec par conséquent un creusement marqué des inégalités entre élèves, selon leur milieu social notamment. Ces inégalités dès les premiers apprentissages vont se cumuler ensuite, même si les élèves vont plus loin.

D’où une égalisation ambigüe. Alors que la perspective d’une scolarité dans le secondaire, permettant d’accéder à l’enseignement supérieur, n’était offerte qu’à une petite minorité des enfants d’ouvriers, aujourd’hui, presque les deux-tiers d’entre eux obtiendront ce diplôme. Les enfants de cadres, eux, sont pratiquement certains d’être dans ce cas. Aujourd’hui, malgré un resserrement incontestable des chances d’accéder au supérieur, les chances d’en sortir diplômé varient encore fortement selon les milieux sociaux : parmi les 25-29 ans, les deux-tiers des enfants de cadres et de professions intermédiaires sont titulaires d’un diplôme supérieur contre un tiers des enfants d’employés ou d’ouvriers. Les plus favorisés approchent d’un seuil au-delà duquel toute progression « quantitative » devient très limitée, et ils devront donc, dans l’enseignement supérieur, jouer la carte de la diversification pour préserver leur avantage.

Parce que la massification se traduit par des scolarités plus longues, dans un système qui s’est considérablement diversifié, les familles les mieux informées et les moins dissuadées par le coût des études sont à même de pousser leurs enfants plus loin, et le classement social reste quasi inchangé. Ces stratégies sont d’autant plus compréhensibles qu’il vaut toujours mieux être plus diplômé, plus que les autres : le taux de chômage des jeunes ou, à l’inverse, le salaire à l’embauche, s’ordonnent selon le diplôme ; ce rendement relatif du diplôme est même d’autant plus important que le nombre de diplômés s’accroît. Il faut donc s’éduquer plus que les autres pour gagner plus que les autres ! Cette visée instrumentale domine les scolarités : on apprend ou on choisit comme option ce qui va « servir » à aller plus loin.

**La massification et donc la baisse de la valeur du diplôme serait-elle à l’origine du déclassement ?**

La massification accroît la concurrence pour des places dont la distribution découle de la structure du monde du travail et non de l’école. Quelle que soit la valeur intrinsèque des diplômes – ce qu’ils garantissent comme savoirs ou compétences -, et bien que le diplôme ait toujours un rendement relatif incontestable – il classe bien les postulants -, son rendement « absolu » – la place qu’il permet d’obtenir – est en baisse. C’est pour cette raison qu’on parle de déclassement. Par exemple, alors qu’avec un diplôme du supérieur, vous aviez toutes chances d’occuper un emploi de cadre dans les années 1960, aujourd’hui, cette probabilité est de plus en plus faible et l’accès à un emploi de cadre devient l’apanage des jeunes les plus diplômés : si c’est le cas de la quasi-totalité des docteurs et des deux-tiers des « bac +5 » (quand on raisonne toutes filières confondues), ce chiffre tombe à 13 % chez les « bac +3 » (ou 4), à 6 % chez les « bac +2 » et devient quasi nul avec le seul bac. Globalement, les études du Céreq concluent sans ambiguïté à une accentuation du déclassement au fil du temps. Ainsi, dans certaines filières, près de la moitié des titulaires d’un master n’occupent pas aujourd’hui un emploi de cadre 3 ans après avoir quitté l’Université.

On comprend sans mal que les jeunes bacheliers qui, à la fin des années 1960, se plaçaient à hauteur de 70 % sur des emplois de cadres ou de professions intermédiaires alors qu’ils ne comptaient que pour 15 % d’une classe d’âge, ne puissent pas se placer de manière identique quand ils sont 80 % d’une génération, sur un marché du travail où l’on compte, en 2023, 24,6 % de professions intermédiaires et 21,5 % de cadres, soit moins d’un emploi sur deux. La concurrence est bien plus rude et les décalages inévitables. Le rapport global entre les flux de diplômés et les flux d’emplois qualifiés résulte de la dynamique de l’expansion scolaire, d’un côté, et de l’état du marché du travail et de la conjoncture économique, de l’autre. L’école n’a pas la main sur le marché du travail, et les métiers exigeant de très hauts savoirs académiques ne sont pas amenés à se développer davantage que ceux exigeant des compétences relationnelles ou personnelles (créativité, dynamisme…) qui ne sont pas garanties par de longues études.

Il n’en demeure pas moins que ce déclassement objectif est dur à vivre pour les jeunes, notamment quand ils découvrent que leur situation ne sera guère différente de celle de leurs parents malgré un investissement scolaire important. Cela dit, cette amertume est tempérée par les comparaisons que les jeunes peuvent faire avec leurs pairs, et sans doute de nouvelles normes se diffusent. Mais le coût psychologique et aussi financier de ce « plus pour avoir moins », interroge…

**Vous écrivez « pour défendre l’éducation, il faut limiter l’emprise scolaire** ». **« Education » et « école » s’opposent-elles ?**

Toute école vise trois objectifs : elle instruit, elle hiérarchise les mérites, et elle éduque. Elle éduque en formant des citoyens et des individus autonomes, capables de raisonner, d’adhérer aux valeurs de la démocratie et de la solidarité… C’est ce que Durkheim appelait, dans un langage qui n’est plus le nôtre, « l’éducation morale », et cette vocation éducative est toujours au cœur de l’école. L’éducation ne s’oppose donc pas à l’école, mais on peut se demander si elle est toujours aussi efficace qu’on le croit et qu’on le désire malgré la multiplication des déclarations publiques et des « éducations à ».

Il va de soi que l’emprise scolaire accroit le rapport instrumental aux études et que les choix scolaires sont commandés par la « rentabilité » des études, des formations et des disciplines. Mais l’affaiblissement des capacités éducatives de l’école ne tient pas seulement à l’emprise scolaire. Il procède aussi de la perte du monopole culturel scolaire quand les élèves accèdent à des ressources et à des connaissances que l’école ne contrôle plus. Dans ce cas, la culture scolaire est perçue comme étant de plus en plus scolaire, réduite à son académisme et à ses performances évaluatives quand les écrans multiplient les ressources et les offres.  L’école et la famille ne sont plus seules à éduquer et la critique rituelle des médias, des familles, des réseaux et du net ne change rien à l’affaire. Elle est d’autant plus vaine que la massification a ouvert les portes du sanctuaire et que l’enfance, l’adolescence et la jeunesse sont entrées dans une école qui s’en accommode plus ou moins bien.

L’éducation scolaire ne passe plus par les leçons de morale et d’instruction civique et la multiplication des modules consacrés aux valeurs de la République, à l’alimentation et à l’écologie ne peut s’opposer à une mutation profonde de la transmission quand décline l’autorité des institutions. Conformément aux perspectives de Dewey vieilles de plus d’un siècle, on apprend en faisant et en expérimentant, ce qui est très loin du modèle pédagogique français malgré l’imagination et l’enthousiasme de beaucoup d’enseignants.

Évidemment, les difficultés de recruter les enseignants, observées aussi dans les pays qui paient nettement mieux les enseignants que le nôtre, sont le symptôme d’une « crise de l’éducation » qui ne s’explique pas seulement par la nostalgie du monde d’avant. Alors que le métier d’enseignant est de plus en plus difficile et exigeant, nous avons partout le sentiment que l’école a du mal à instaurer ses valeurs alors même que, en France notamment, on attend de plus en plus de l’école.

Plutôt que de tout attendre de l’école quitte à ce qu’elle déçoive toujours, peut-être faudrait-il admettre que l’école n’est pas seule à éduquer et qu’il faudrait mobiliser d’autres acteurs à commencer par les mouvements d’éducation populaire, les médias, les associations et le net. On ne grandit pas seulement à l’école et l’éducation devrait être l’affaire de tous si l’on veut que les jeunes comprennent dans quel monde ils vivent et comment ils peuvent le changer.

**Propos recueillis par Djéhanne Gani**

[[1]](https://cafepedagogique.net/2024/10/18/francois-dubet-et-marie-duru-belleat-lemprise-scolaire-quand-trop-decole-tue-leducation/?utm_campaign=Lexpresso_18-10-2024&utm_medium=email&utm_source=Expresso#_ftnref1) Les *Notes d’information de la DEPP* qui en attestent se succèdent, de 2008 à 2020 (n°08.38 ; 19.08 20.33).

*L’emprise scolaire – Quand trop d’école tue l’éducation*   Editeur Presses De Sciences Po  30/08/2024   ISBN 2724643003

<https://cafepedagogique.net/2024/10/18/francois-dubet-et-marie-duru-belleat-lemprise-scolaire-quand-trop-decole-tue-leducation/?utm_campaign=Lexpresso_18-10-2024&utm_medium=email&utm_source=Expresso>

**2**  mardi 19 novembre 2024 Société AOC

**Emprise scolaire : le grand vide politique** Par [François Dubet](https://aoc.media/auteur/francois-dubet/) et [Marie Duru-Bellat](https://aoc.media/auteur/marie-duru-bellat/)

Le débat politique sur l’école en France fait fausse route. À droite, à l’instar de Gabriel Attal et Anne Genetet, on rêve de revenir au « bon temps d’avant » ; à gauche, on voudrait en faire encore plus pour surmonter les épreuves de l’école actuelle. Mais le véritable enjeu réside dans l’emprise scolaire sur la société et la vie des individus, qui se retourne contre les vertus de la longue période de massification.

La « tradition républicaine » dont chacun, à droite et à gauche, se réclame en France, attribue à l’école une vocation de salut. Non seulement l’école doit instruire tous les enfants, mais elle doit former des citoyens adhérant aux valeurs des Lumières, de la liberté, de la solidarité, de la raison et du progrès. Elle doit aussi élever les compétences de chacun et favoriser la croissance.

L’école est perçue comme le creuset de la nation et de la démocratie et il n’est pas un problème social dont elle ne devrait se saisir avec la multiplication des « éducations à » : à la tolérance, à l’égalité des sexes, à l’écologie, à l’empathie…

Aujourd’hui, l’école se heurte à mille difficultés et à un bilan critique ou désabusé sur son état. Les comparaisons internationales et les évaluations ministérielles elles-mêmes montrent obstinément que le niveau des élèves français n’est pas parmi les meilleurs, et que l’origine sociale détermine plus fortement les parcours des élèves que ce n’est le cas dans les pays comparables. L’éducation nationale a du mal à recruter de nouveaux enseignants et nombre d’enseignants disent que leur métier est de moins en moins reconnu et de plus en plus difficile, dans un climat scolaire dégradé.

Partout, mais plus encore en France, s’installe l’idée d’une crise de l’éducation. Paradoxalement, plus les diplômes sont indispensables, plus leur utilité paraît incertaine quand s’accentue la compétition pour accéder aux formations perçues comme les plus prestigieuses et les plus rentables. Bref, sans donner dans la nostalgie et le déclinisme, l’école française ne va pas très bien.

Le paradoxe vient de ce que la rencontre de la foi scolaire française et des constats critiques ou désabusés semble, aujourd’hui, n’engager aucun débat public et aucune politique à la hauteur des enjeux. Force est de constater que nous sommes entrés dans le temps des petites mesures et de l’impuissance politique. Au-delà des déclarations de principe convenues, les partis politiques ne disent pas grand-chose, y compris les partis de gauche qui se sentaient garants de l’école républicaine.

Pap Ndiaye a tenu quelques mois face aux campagnes racistes de l’extrême droite. Pendant six mois, Gabriel Attal a dessiné une politique réactionnaire censée couper l’herbe sous les pieds du Rassemblement National. Le court mandat d’Amélie Oudéa-Castéra a frôlé le ridicule. Nicole Belloubet a essayé de sauver les meubles tout en mettant en œuvre une politique qui, visiblement, ne l’enthousiasmait guère. Aujourd’hui, il est bien difficile de savoir quelle politique Anne Genetet a l’intention et les moyens de mettre en œuvre.

Comment expliquer ce vide politique quand la République ne cesse d’en appeler à la passion scolaire française, et quand chacun est personnellement concerné par l’école ?

**L’emprise scolaire**

Le vide politique vient de ce que l’école française semble être arrivée au terme d’une longue période durant laquelle la massification a tenu lieu de politique, chaque gouvernement apportant, bon gré mal gré, sa pierre à l’édifice d’un mouvement perçu comme le sens de l’histoire, comme une « providence » aurait dit Tocqueville.

À la fin des années 1970, 41 % des jeunes sortaient de l’école sans diplôme contre 10 % aujourd’hui. En soixante ans, le taux de bacheliers a été multiplié par plus de cinq, celui des étudiants par près de huit. Avec 50,3 % de diplômés du supérieur parmi les 25-34 ans en 2021, la France dépasse nettement ses voisins européens et même les États-Unis. En 1970, 10 % des jeunes étaient scolarisés à l’âge de 21 ans, ils sont plus de la moitié aujourd’hui.

Dans une large mesure, la massification a tenu lieu de politique scolaire, politique très largement vécue comme un progrès quand le lycée et l’enseignement supérieur s’ouvraient à ceux qui en étaient massivement exclus, quand le niveau académique s’élevait au fil des générations, quand la multiplication des diplômes semblait répondre aux besoins d’une économie de la connaissance, quand l’éducation scolaire était le vecteur des valeurs démocratiques, quand les scolarités allongées offraient plus de temps pour vivre sa jeunesse. Les ministres de droite prompts à dénoncer la baisse du niveau et la décadence de la culture scolaire, comme François Bayrou et François Fillon, ont eux-mêmes contribué à un mouvement qui semblait irrésistible.

**La massification scolaire a tenu de lieu de politique,** dans la mesure où les politiques ont moins consisté à réformer une école qui changeait de nature qu’à l’adapter au flux continu des nouveaux élèves. On a multiplié les formations supérieures, on a multiplié les types de baccalauréats et les filières, on s’est efforcé de rendre le collège unique vraiment unique. La sélection a été déplacée de plus en plus tard, chaque année scolaire étant construite comme la propédeutique de l’année suivante. Si les inégalités n’ont pas disparu, notamment les inégalités de réussite dès les premières années d’école qui marquent ensuite toute la scolarité, tous les élèves ont été poussés à aller plus loin, et l’égalité d’accès aux études s’est fortement accrue. Mais l’ouverture scolaire a, en fait, fonctionné comme une contre-réforme.

Tout en démocratisant l’accès aux études longues, la massification scolaire n’a pas empêché que les études les plus sélectives et les plus rentables demeurent le privilège des étudiants les plus favorisés, non seulement parce qu’ils restaient toujours en tête de classe, mais aussi parce qu’ils avaient les moyens de déceler les meilleures affaires dans un système supérieur de plus en plus complexe. Apparemment plus ouvert, l’enseignement supérieur est resté extrêmement hiérarchisé, avec une concentration des étudiants les plus aisés dans les filières les plus sélectives et les mieux financées, d’où une contre-distribution, sans parler du rôle accru du privé. Non seulement six décennies de massification scolaire ont changé la nature de l’école qui n’a fait que s’adapter tant bien que mal, mais elle a installé comme une évidence la règne de l’emprise scolaire sur la vie des individus et le fonctionnement de la société. Cette emprise peut être définie par plusieurs dimensions.

– L’école a acquis **un poids écrasant dans le tri des individus** quand le diplôme fixe très largement les rémunérations, le prestige et la nature des emplois auxquels les individus peuvent prétendre. Désormais, une grande partie du sort des individus se joue dans leur parcours scolaire.  Hors de l’école, point de salut ou pas beaucoup.

– L’école a le **quasi-monopole de la définition du mérite des personnes**. Tout se passe comme si la valeur d’un individu et d’un travailleur était fixée par sa valeur scolaire et son « intelligence académique ». Ce qui ne valait que pour la partie la plus privilégiée de la population vaut désormais pour tous, aux dépens d’autres formes de mérite, notamment celles tenant au travail et à son utilité.

– L’emprise scolaire bouscule l’ordre des inégalités sociales et transforme l’expérience des individus. En ayant le monopole du tri et de la sanction du mérite des individus, elle distingue les vainqueurs et les vaincus de la sélection scolaire. Dès lors, **les inégalités de classes sont comme recouvertes par le clivage**, vaguement darwinien, distinguant **ceux qui méritent leurs succès de ceux qui mériteraient plus ou moins leurs échecs.**

– **L’emprise scolaire affaiblit les autres formes de mérite**, à commencer par les mérites tenant à l’expérience accumulée, aux habiletés professionnelles, à l’utilité même du travail et aux compétences sociales mobilisées dans tous les domaines de la vie.

– Enfin, **l’emprise scolaire « colonise » l’éducation familiale**. Quand chacun sait que « tout se joue à l’école » et quand la compétition scolaire est accrue par le nombre de concurrents, les parents deviennent des coaches scolaires. Ceux qui le peuvent font tout leur possible pour que leurs enfants réussissent et réussissent mieux que les autres, quitte à accroître les inégalités que l’on dénonce par ailleurs. La valeur des diplômes étant toujours relative, il est difficile qu’il en soit autrement.

**Les promesses trahies**

Aujourd’hui, l’emprise scolaire se retourne contre les vertus de la longue période de massification. Chacun voit bien que les promesses ne sont pas tenues. Alors, sur la scène politique, les uns rêvent de revenir au « bon temps d’avant », pendant que les autres voudraient en faire encore plus afin de surmonter les épreuves et les paradoxes engendrés par l’emprise scolaire. Mais ces deux scénarios ne sont au fond que des aveux d’impuissance.

**La première promesse de la massification est celle de *la justice sociale et de l’égalité des chances***. En termes d’accès aux études secondaires et supérieures, elle a été en partie tenue. Les filles en ont été les premières bénéficiaires et les étu-diants d’origine populaire ne sont plus une rareté statistique. Mais au fur et à mesure que l’école s’est massifiée et que l’emprise scolaire s’est accrue, le système s’est complexifié, hiérarchisé et diversifié en multipliant les options, les forma-tions, en singularisant les profils des élèves avec les mentions, les lettres de motivation, les lieux et les coûts des études…

Et quand on regarde ce que deviennent dans la vie les jeunes de telle ou telle origine sociale, la reproduction des inégalités reste remarquablement stable. Tous ou presque ont le bac, mais pas le même, les filières de relégation n’ont guère bougé et les filières d’élite n’ont guère changé. Alors que la vieille école républicaine était celle des destins de classe séparant précocement les enfants du peuple et ceux la bourgeoisie, l’école de masse est celle des parcours scolaires dans lesquels les inégalités les plus fines s’avèrent décisives.

Tout fait inégalité, les conditions d’éducation bien sûr, mais aussi l’organisation des loisirs, les voyages à l’étranger, les choix des parents, les options, la composition des classes et des établissements… Plus l’emprise scolaire est forte, plus les parents cherchent à placer leur enfant en tête, choisissant ainsi les inégalités, et plus l’école déçoit alors même qu’on ne voit guère de voies alternatives. Quand tout se joue à l’école, comment faire autrement ? Plus longuement scolarisées, les nouvelles générations ont un niveau de connaissances supérieur à celui des plus anciennes. Il est donc faux de dire que le niveau baisse. Mais ce constat doit être nuancé.

Les enquêtes internationales comme les évaluations ministérielles montrent que le niveau des élèves est extrêmement hétérogène et qu’il est très corrélé avec l’origine sociale des élèves. Elles montrent aussi que le niveau, mesuré à un âge donné (à l’entrée en 6ème notamment), ne monte pas et qu’il baisse même dans quelques disciplines. Elles témoignent enfin d’une perte d’efficacité, car, à niveau scolaire identique (les bacheliers par exemple), les générations anciennes sont plus savantes que les nouvelles. Par conséquent, avec la massification, le niveau global monte pendant que les acquis que certifient tel ou tel diplôme baissent. Ce qui se comprend puisque la massification consiste à laisser passer des élèves plus faibles que naguère : le taux de diplômés importe plus que le niveau des acquis. Il n’est pas certain que cette course en avant atténuera le problème, surtout quand on s’accommode des très fortes inégalités qui se manifestent dès l’entrée à l’école primaire puis au collège.

**La deuxième promesse de la massification concerne *l’utilité des diplômes***. Plus l’emprise scolaire est forte, plus les diplômes sont nécessaires.

De manière générale, les diplômes paient. Ils paient surtout quand on compare le sort des diplômés à celui des non diplômés dont la situation est fortement dégradée. Mais la rentabilité moyenne des diplômes cache de très grandes disparités entre les diplômes et les formations. Dans la mesure où la croissance du nombre de diplômes est très supérieure à celle des emplois qualifiés censés leur correspondre, il faut de plus en plus de diplômes pour accéder à des positions professionnelles équivalentes ; par exemple, les diplômés à bac +3 occupent les emplois réservés naguère aux bacheliers. Cette inflation des diplômes entraine chez les jeunes générations un sentiment obsédant de déclassement.

Enfin, de manière générale, l’emprise des diplômes n’a pas réduit la distance entre les compétences académiques et les compétences professionnelles, à l’exception des formations les plus sélectives et des formations les plus professionnelles. Le diplôme signale un niveau à partir duquel s’organisent les recrutements, bien plus qu’il ne définit des compétences. D’ailleurs, la moitié des titulaires d’une licence générale occupe un emploi sans lien avec sa formation.

Le développement de l’emprise scolaire a été justifié par la théorie du « capital humain » affirmant que l’éducation scolaire accroît les compétences productives des individus et qu’elle favorise ainsi la croissance. L’emprise scolaire serait donc bonne pour la société comme pour les individus. S’il y a bien un lien entre la quantité d’éducation et la croissance, surtout quand on compare les pays riches à ceux qui le sont nettement moins, les comparaisons internationales montrent aussi que la qualité des acquis est plus décisive en la matière que la quantité d’éducation scolaire. Autrement dit, ce sont les compétences qui comptent et dans bien des cas, la distance entre les compétences académiques et les compétences professionnelles reste considérable. L’emprise scolaire n’est pas nécessairement efficace du point de vue de la croissance économique. La nature des formations compte plus que le taux de diplômés et que la durée des études.

**La troisième promesse concerne *les valeurs démocratiques*.** En France notamment, la massification scolaire a été pensée comme le prolongement du projet républicain de formation des citoyens vertueux aurait dit Montesquieu : de citoyens tolérants, critiques, ouverts aux autres, solidaires… Si on en croit les enquêtes d’opinion, les générations les plus éduquées adhèrent plus à ces valeurs que les générations les plus anciennes[[1]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/#_ftn1).

L’allongement des études serait donc favorable à la démocratie. Tout serait parfait si l’emprise scolaire n’induisait pas des mécanismes et des expériences qui affectent ce long fleuve tranquille[[2]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/" \l "_ftn2). Dans la mesure où l’emprise scolaire définit le mérite des individus et la position sociale qu’ils occuperont, elle conduit à distinguer les vainqueurs qui justifient leur position par leur diplôme et méritent leurs succès, tout en adhérant aux valeurs culturelles et civiques de l’école. De leur côté, les vaincus sont conduits à se tenir pour les responsables de leurs échecs, et pour échapper à la perte d’estime de soi qui en résulte, il n’est pas rare qu’ils s’opposent aux valeurs de l’école, à l’arrogance des élites et des « sachants », comme il n’est pas rare que les collèges et les bibliothèques brûlent lors des révoltes des jeunes des quartiers les plus défavorisés.

De manière générale, avec l’emprise scolaire, le vote est de plus en plus affecté par le diplôme. Au fil de la massification scolaire, en France et dans les pays comparables, les travailleurs peu diplômés qui votaient à gauche basculent vers l’abstention et l’extrême droite. Quand l’école a le monopole de la définition du mérite des individus, comment garder sa dignité si vous ne valez pas grand-chose ?

**Changer de trajectoire est-il possible ?**

Avec l’emprise scolaire croissante, il en est de l’école comme il en est de la technologie et de l’industrie traditionnelle : nous savons aujourd’hui que ces vecteurs longtemps incontestés du progrès ont aussi des effets négatifs : appauvrissement du travail, destruction de la nature, consommation excessive… Mais alors que les difficultés engendrées par l’emprise scolaire sont analysées et dénoncées dans bien des pays, ce n’est guère le cas en France tant la croyance scolaire reste forte malgré les constats et les déplorations. Aussi, le débat politique qu’exigerait cette situation n’émerge pas ou, plus exactement, il est abordé de biais sans que la question de l’emprise elle-même soit posée.

À droite, les choses sont relativement claires même si elles sont rarement formulées à l’exception de quelques essais franchement réactionnaires[[3]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/" \l "_ftn3). Dans les faits, il s’agit de revenir à la sélection précoce, à la discipline, aux bonnes vieilles méthodes, tout en laissant se déployer un marché scolaire public et plus encore privé, tout en acceptant que les écoles de riches et les écoles de pauvres se distinguent de plus en plus, quitte à exalter l’élitisme républicain « sauvant » les quelques élèves qui le méritent. Le libéralisme économique et le conservatisme social marchent d’un même pas.

La gauche est nettement plus embarrassée. Elle dénonce à juste titre l’absence de moyens, elle soutient les dispositifs d’aides aux établissements les plus difficiles, elle promeut l’accès des moins favorisés aux établissements d’élite. Mais elle ne touche ni à l’architecture du système scolaire, ni aux pédagogies et aux curricula qui s’avèrent indéniablement favorables aux favorisés. Surtout, comme la droite, elle ne met pas en cause l’hégémonie du mérite scolaire qui est, à ses yeux, toujours plus vertueux que d’autres figures du mérite toujours soupçonnées de participer du triomphe du néolibéralisme et de faire le jeu des entreprises. À l’horizon, elle propose d’en faire toujours plus, de scolariser plus encore et plus longtemps afin que les effets négatifs et paradoxaux de l’emprise scolaire finissent miraculeusement par se résorber quand tous les élèves accèderont aux formations les plus valorisées. Mais, nettement plus sympathique que celle de la droite, cette vision des choses n’est pas plus convaincante.

En définitive, le débat scolaire est comme effacé du débat politique dans la mesure où l’emprise scolaire elle-même va de soi. Comment en serait-il autrement quand les élites politiques fondent leur légitimité sur leurs diplômes autant que sur leur élection et quand nombre d’entre-elles sortent des mêmes écoles qu’elles soient publiques ou privées ? •

**Plusieurs problèmes se posent.** Le premier, de type rawlsien, consiste à définir ce que nous devons aux plus faibles dans un système méritocratique. Il s’agit de redessiner la scolarité commune en explicitant ce qui attendu de tous les jeunes, y compris ceux qui ne feront pas de longues études, et d’y consacrer les moyens nécessaires. La bonne école est celle qui traite le mieux possible les élèves les plus faibles et qui permet aux jeunes générations de bénéficier d’une éducation commune. Nous en sommes loin et de plus en plus loin.

Le second problème, beaucoup plus difficile, est celui du monopole scolaire de la définition du mérite. Même si chaque forme de mérite est discutable, une société qui reconnaît plusieurs formes de mérite est moins injuste qu’une société qui ne s’attache qu’à un seul type de mérite. Conformément à quelques intuitions d’Ivan Illich[[4]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/" \l "_ftn4), la forme scolaire ne devrait pas avoir le monopole de la formation des individus : les mouvements d’éducation populaire, les associations, les syndicats, au même titre que les entreprises… devraient être en mesure de former les jeunes et les adultes en fonction de leurs besoins et de leur histoire, sans que leurs diplômes ou leur absence de diplômes fixe leur destin une fois pour toute.

Débarrassée du poids qui l’écrase l’école se porterait mieux. Elle éduquerait plus et mieux si nous cessions de tout en attendre, quitte à être toujours déçus.

*NDLR : François Dubet et Marie Duru-Bellat ont récemment publié L’emprise scolaire aux Presses de Sciences-Po, paru en août 2024.* [François Dubet](https://aoc.media/auteur/francois-dubet/) Sociologue, directeur d'études à l'ehess, professeur à l'université Bordeaux 2

[Marie Duru-Bellat](https://aoc.media/auteur/marie-duru-bellat/) Sociologue, Professeure émérite à Sciences Po, Chercheuse à l'Observatoire sociologique du changement et à l'Institut de recherche sur l’éducation.

[[1]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/#_ftnref1) Vincent Tiberj, *Les citoyens qui viennent*, Paris, PUF, 2017.[[2]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/" \l "_ftnref2) Michael Sandel, *La Tyrannie du mérite*, Paris, Albin Michel, 2021.

[[3]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/" \l "_ftnref3) A titre d’exemple peu nuancé, Philippe Némo, *Repenser l’enseignement*, Paris PUF, 2024.[[4]](https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/" \l "_ftnref4) Ivan Illich, *Une société sans école*, Paris, Seuil, 1971. <https://aoc.media/analyse/2024/11/18/emprise-scolaire-le-grand-vide-politique/>

**3 François Dubet et Marie Duru-Bellat : « Trop d'école tue l'éducation ! » Propos recueillis par Martine Fournier *Sciences Humaines*** *N° 372 - Octobre 2024*

Alors que les scolarités se sont considérablement allongées, les deux sociologues de l'éducation mesurent les effets paradoxaux de cette course aux diplômes, dénoncent l’emprise qu’elle exerce et plaident pour un enseignement moins académique et plus juste.

C'est un livre coup de poing que publient en cette rentrée 2024 deux spécialistes de l’école. Pour Marie Duru-Bellat et François Dubet, l’éducation délivrée par l’institution scolaire ne tient pas ses promesses au regard de la transformation des sociétés. Dans leur dernier ouvrage, *L’Emprise scolaire* (Presses de Sciences Po), les deux sociologues alertent sur les effets délétères d’un enseignement trop académique et d’un allongement des études peu efficace pour beaucoup d’élèves. Nous arrivons au bout d’un cycle : l’école sanctuaire, fermée sur le monde, a vécu. Les auteurs appellent à repenser totalement une philosophie de l’éducation qui mette un terme à la course effrénée aux diplômes, au climat anxiogène qu’elle génère, et aux profondes inégalités qui en découlent. Et livrent un plaidoyer pour construire une société plus juste, en valorisant la diversité des talents et en donnant à chacun une place honorable, en fonction de ses qualités propres.

**En quoi consiste cette « emprise scolaire » dont vous décrivez les effets dans votre dernier livre ?**

**François Dubet** - Nous sommes partis d’un constat banal, à savoir que l’école est devenue une institution centrale pour socialiser et répartir les individus dans la société. Pendant très longtemps, même si la scolarité jouait son rôle, l’héritage familial, le monde du travail et les entreprises intervenaient dans cette répartition. Aujourd’hui, on observe un développement de l’emprise scolaire. Le sociologue de la modernité Talcott Parsons (1902-1979) l’avait présagé en disant qu’on allait demander à l’école de remplir les fonctions occupées par les autres institutions de nos sociétés.

Cette emprise se manifeste de plusieurs manières. Tout d’abord, l’école a le monopole du tri des élèves par les diplômes. Elle a aussi le monopole de la définition du mérite de chacun en s’arrogeant la mesure de leur valeur. Cette emprise affecte l’organisation des classes sociales : alors que la position des individus a longtemps été liée à leur travail, elle est de plus en plus déterminée par leurs diplômes. L’école opère alors comme un mécanisme de distinction des vainqueurs et des vaincus de la scolarité. Aujourd’hui, tout le monde est tenu de faire des études et d’entrer dans cette compétition. Les inégalités sociales sont désormais justifiées par le mérite scolaire. Cette emprise a ainsi des effets politiques : beaucoup de travaux de recherche montrent que le vote est de plus en plus déterminé par le diplôme de chacun. On le voit dans le succès des votes populistes qui sont devenus des votes populaires dans lesquels les électeurs sont définis par leur échec scolaire et le ressentiment qu’il entraîne. Depuis soixante ans, cette emprise scolaire n’a cessé de croître sous l’effet de la massification.

**Ce phénomène est-il, comme vous l’avancez, un « changement anthropologique majeur » ?**

**Marie Duru-Bellat :** Cette importance croissante de l’école change complètement l’entrée dans la vie et la définition de la jeunesse. En 1970, moins de la moitié des jeunes étaient solarisés à l’âge de 17 ans, alors que maintenant, ils le sont quasiment tous. Aujourd’hui, 50 % des jeunes de 21 ans sont toujours étudiants, alors qu’ils n’étaient que 10 % en 1970.

La jeunesse se passe très majoritairement à l’école. Cette emprise a, en outre, des effets psychologiques en transformant l’image de soi : selon ses performances scolaires, un jeune va se sentir méritant ou nul. Or, cette réussite ou cet échec ne sont plus perçus comme le résultat de circonstances extérieures (comme le milieu social), mais impliquent aujourd’hui sa propre responsabilité.

**Vous écrivez aussi que les familles sont « colonisées » par l’emprise scolaire… N’y a-t-il pas une injonction contradictoire à vouloir des enfants libres et épanouis face à une telle pression scolaire ?**

**F.D. et M.D.-B.** - Pendant longtemps, l’école ne se préoccupait que de l’« élève ». Le reste de l’enfance et de l’adolescence se passait en dehors. La révolution des années 1960, incarnée en France par Françoise Dolto, a voulu que l’élève soit aussi considéré comme un enfant. Les esprits chagrins ont d’ailleurs dénoncé la montée du jeunisme, de l’enfant-roi, etc. Depuis les années 2000, un renversement a eu lieu : la réussite scolaire est devenue le principal moteur éducatif. Les classes moyennes supérieures considè-rent comme absolument vital de choisir les bons établissements, les bonnes filières, les bons enseignants… L’école est devenue une compétition, et plus personne ne nie que le destin social passe par le parcours scolaire. Cela engendre des effets paradoxaux.

Ainsi le contrôle scolaire ne cesse de s’intensifier avec, par exemple, des logiciels comme Pronote qui informent les parents au quotidien des résultats de leur progéniture… Et si on continue de vouloir des enfants heureux et épanouis, on pense que c’est parce que cela favorisera leur réussite scolaire ! L’évolution du regard porté sur l’enfant le veut épanoui, mais aussi performant ! Le fait de ne pas réussir à l’école est devenu le critère pour déterminer qu’il a des problèmes, et même un signe clinique (on l’emmène chez le psy). La préoccupation dominante est qu’il suive une bonne scolarité. Cette colonisation des familles creuse les inégalités, car dans ce système, la réussite de son enfant n’a de sens que si elle est supérieure à celle des autres. D’où des phénomènes comme la fuite de la carte scolaire, le développement du privé, la multiplication des filières…

**« *Alors que cette emprise monte, les capacités d’éducation décroissent* », analysez-vous. Effectivement, beaucoup de voix s’élèvent pour dénoncer une crise de l’école. Quelles en sont les causes ?**

**F.D.** - Une mutation essentielle est intervenue au cours du 20e siècle. Pendant longtemps, l’école républicaine scolarisait longuement ceux qu’on appelait les « héritiers » ou quelques boursiers exceptionnellement « doués ». Les autres enfants fréquentaient une école à forte teneur éducative, pour fabriquer de bons citoyens, apprendre la discipline, séparer les garçons et les filles, avec des maîtres dont l’autorité était « sacrée » dans ce qu’on a appelé une « école sanctuaire » qui se protégeait de la société. Avec le phénomène de massification, ce modèle éducatif a explosé. Aujourd’hui, on vit sa jeunesse à l’école, son adolescence, ses histoires d’amour ou d’amitié, et forcément, les désordres sont rentrés dans l’école.

Par ailleurs, auparavant, l’école avait le monopole de l’accès à la culture. Aujourd’hui, nous sommes forcés de constater en obser-vant les jeunes que les téléphones et autres écrans jouent un rôle bien plus considérable que les tableaux noirs (devenus blancs !).

**M.D.-B.** - Il faut souligner la force de persuasion des écrans. Des enquêtes françaises entre autres interrogent des jeunes de tous niveaux sur des fausses croyances [(1)](https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo#1) (« Qui a construit les pyramides d’Égypte ? », « Est-ce que la Terre est plate ? », « A-t-on vraiment débarqué sur la Lune ? », etc.) et les résultats sont surprenants : 80 % des lycéens adhèrent au moins à une théorie complotiste, 59 % au niveau master, 74 % pour les étudiants en médecine-santé. La croyance dans les *fake news* est également répandue quel que soit le niveau d’étude. Les étudiants en sciences et en médecine, notamment, sont souvent aussi nombreux à y croire que les moins instruits. Ce qu’on fait à l’école paraît de plus en plus scolaire et coupé de la vraie vie. C’est également le cas pour les lectures recommandées par les programmes, qu’on abandonnera dès qu’on n’y sera plus obligé.

**Comment analyser le malaise enseignant évoqué par beaucoup d’entre eux ?**

**F.D.** : La crise de l’éducation n’est pas une singularité française, elle est aussi présente dans les pays où les enseignants sont le mieux payés. Tous disent exercer un métier impossible : « *L’autorité ne m’est plus acquise, les parents veulent des performances, les élèves revendiquent une vie autonome et peuvent accéder à des connaissances en se dispensant de mes enseignements.* »

En fait, le paradoxe est que plus l’école accroît son emprise, plus ses capacités éducatives faiblissent. Les enseignants doivent en permanence faire des efforts considérables pour intéresser, conquérir les élèves, et lorsque ceux-ci jouent le jeu, c’est presque exclusivement pour des raisons instrumentales (avoir de bonnes notes par exemple).

Nous sommes au terme d’un cycle de l’histoire scolaire. Pour employer une métaphore, le meilleur signe du déclin de l’Église a été l’absence de vocation des prêtres ; à l’école, c’est celle des enseignants [(2)](https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo#2)…

**Parallèlement à ces constats, l’augmentation du nombre d’étudiants, due à l’ouverture des études supérieures, engendre-t-elle une dévaluation des diplômes et certaines formes de déclassement comme l’avancent certaines analyses ?**

**M.D.-B.** - Deux éléments entrent en compte dans la valeur des diplômes : *primo*, que certifient-ils comme connaissances ? *Secundo*, quelle garantie apportent-ils sur le marché de l’emploi ? Les analyses diffèrent selon ces deux aspects. Sur les savoirs, sans reprendre la vieille antienne de la baisse de niveau, on voit toutefois que le niveau ne suit pas l’allongement des scolarités. Alors que celles-ci se sont considérablement rallongées, le niveau des élèves au mieux reste stable. En matière de placement des jeunes sur le marché du travail, le constat est complexe. Le rendement relatif est toujours plus fort (on obtient un meilleur emploi avec un bac + 3 qu’avec un simple bac). Mais il faut regarder aussi le rendement absolu : quel poste obtient-on à tel niveau de di-plôme ? Toutes les études s’accordent sur une dévaluation du diplôme. Dans les années 1970, avec une licence de lettres ou sciences humaines, on avait toutes les chances de devenir cadre, aujourd’hui, ces diplômés deviennent le plus souvent employés.

Il s’est produit un déséquilibre entre les flux de diplômés qui ont augmenté de manière considérable et l’offre sur le marché du travail : on compte aujourd’hui trois fois plus de diplômés du supérieur qu’en 1980 alors que le nombre de cadres et de professions intermédiaires plafonne pratiquement au même niveau. Dans certaines filières, près de la moitié des titulaires d’un master n’occupent pas un emploi de cadre, trois ans après leur sortie de l’université.

En 2006, lorsque j’avais sorti mon livre sur l’inflation scolaire [(3)](https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo#3), les économistes ne voulaient pas entendre parler de déclasse-ment. Cette question était un tabou, car elle allait à l’encontre la théorie du [capital humain](https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo#5)\*. Aujourd’hui pourtant, beaucoup l’admettent. Les politiques ont joué la carte du quantitatif : fluidifier, supprimer les redoublements, augmenter le nombre de bacheliers… En revanche, l’aspect qualitatif (que savent vraiment les élèves ?) a été laissé de côté. On a une politique de « toujours plus » (50 % des élèves accèdent au supérieur, certains défendent l’objectif de 60 %). Mais plus n’est pas forcément mieux !

**L’école ne jouerait-elle donc plus son rôle d’ascenseur social ?**

**F.D.** - L’ascenseur social fonctionnait quand peu de gens l’empruntaient ! Lorsque, par exemple, les instituteurs envoyaient quelques-uns des meilleurs de leurs élèves d’origine modeste à l’École normale d’instituteurs. La promesse de l’école de masse est que tout le monde va monter dans l’ascenseur. Tous passent le bac, tous vont à l’université. Le résultat est que seule l’élite de l’élite scolaire obtient des diplômes rentables (grandes écoles, sections sélectives…) ; ceux qui n’ont pas de diplômes deviennent quasiment marginalisés avec des difficultés et des stigmates sociaux ; et les autres connaissent un phénomène de déclassement subjectif : pour obtenir la même position sociale que leurs parents, ils devront faire trois ou quatre années d’université de plus. Pour être instituteur comme leurs parents, il leur faudra aujourd’hui un bac + 5.

**Au regard de ces constats, l’école échouerait-elle à développer la démocratie ?**

**M.D.-B.** - Il existe en France une ségrégation scolaire très importante. Les élèves de milieux sociaux différents ne vivent pas ensemble et ne vont pas dans les mêmes écoles. Ceux qui grandissent dans des ghettos populaires ont le sentiment d’être exclus de la société. Par ailleurs, l’échec scolaire est censé découler du manque de mérite : lorsqu’on n’est pas bon, on mérite sa situation. Les déclarations des hyperdiplômés qui mériteraient leur position et qui se comportent comme des « sachants » souvent arrogants exacerbent les tensions et un sentiment d’humiliation chez les autres. Tout cela ne fait pas une communauté démocratique !

**F.D.** - Je dirais même que cela a créé un vrai basculement politique, comme l’ont montré, par exemple, les travaux de Thomas Piketty. Dans les années 1980, la classe ouvrière votait encore à gauche. Aujourd’hui, elle vote pour le Brexit, pour Donald Trump ou pour le Rassemblement national. Dans les années 1950, le sociologue britannique Michael Young, dans un livre qui a fait date (*The Rise of the Meritocracy*), expliquait que dans un système méritocratique, **on passait du modèle exploiteurs/exploités au système vainqueurs/vaincus et que les votes basculaient**.

**En définitive, comment repenser l’école aujourd’hui ?**

**F.D.** - Aujourd’hui, on attend tout de l’école et de ce fait, elle ne peut que nous décevoir. L’école devrait resserrer ses objectifs et mettre tout en œuvre pour les atteindre. Les études de la Depp (les statistiques de l’Éducation nationale) montrent par exemple qu’un quart des élèves entrent au collège sans savoir bien lire et compter. Le coût social et humain de cet échec est considérable. Pour nous, il faudrait mettre l’accent sur l’école élémentaire et le collège qui doivent devenir une véritable école commune pour tous les élèves. Cet objectif est très ambitieux : il suppose de mieux former les enseignants, de redéfinir un socle commun de ce que tous doivent apprendre, et d’y mettre des moyens. Il faut renforcer l’école élémentaire et le collège.

**M.D.-B.** - Le primaire et le collège sont les parents pauvres de l’éducation française alors que le lycée avec toutes ses options classantes est beaucoup mieux doté. Mais cet objectif n’est pas consensuel dans la mesure où la priorité au primaire et à la mixité sociale n’emporte pas l’avis de tous.

**F.D.** - On pourrait aussi se poser la question des programmes du collège, qui n’ont de sens que si on est destiné à poursuivre des études longues. On entend dire qu’il faut développer l’instruction civique, alors que la multiplication de ces cours ne sert pas à grand-chose. Dans d’autres pays, les élèves ont des expériences démocratiques à l’école à travers des actions concrètes. En France, on apprend et on récite. Il ne s’agit pas d’être contre l’école, mais pour une philosophie différente de l’enseignement. De la même manière que trop d’industrie et de mobilité détruisent la nature, ou que trop de médicaments affaiblissent la santé, trop d’emprise scolaire tue l’éducation.

**Si vous étiez ministres de l’Éducation nationale, que feriez-vous pour améliorer le système scolaire ?**

**M.D.-B.** - Ce qui caractérise le système français est le découpage par disciplines (une heure de maths, d’histoire, etc.). Je pense qu’il faudrait casser ce cadre qui ne prépare pas les jeunes aux réalités de la vie. Il faudrait aussi multiplier les stages et les valoriser davantage, ce qui n’est pas le cas actuellement. C’est pourtant l’occasion pour les élèves de développer des compétences très différentes de ce qu’ils apprennent à l’école.

Les évaluations internationales montrent que ce qu’on appelle les *soft skills* (les compétences sociales) sont négligées dans le système français. Or la créativité, l’empathie, la capacité à travailler avec les autres, l’autonomie sont des qualités humaines de plus en plus requises dans nombre de métiers qui ne seront pas transformés par l’intelligence artificielle. Aujourd’hui les économistes montrent que ce retard français contrarie la croissance. Pour cela, il faut davantage mettre les élèves en situation, faire travailler forts et faibles ensemble, ce que font d’ailleurs de nombreux pays.

**F.D. :** Les pays scandinaves sont souvent cités parce qu’ils combinent un bon niveau pour les élèves et un bon climat scolaire avec une bonne éducation démocratique. Il faut reconnaître que ce modèle s’effrite un peu aujourd’hui et que, en France, certains politiques valorisent plutôt le modèle de Singapour, fondé sur la compétition. Avec Marie, nous nous sentons plus Finlandais que Singapouriens ! Nous refusons l’opposition entre savoirs et compétences. Nous sommes très contents par exemple que notre médecin ait à la fois des savoirs et des compétences. Dans le monde scolaire, beaucoup voient le développement des savoir-faire comme une soumission au marché libéral. En France, certains enjeux culturels placent l’enseignement technique et professionnel dans une position marginale. Pour des métiers absolument indispensables, on continue à orienter les élèves seulement en fonction de leur niveau scolaire jugé déficient, ce qui n’est plus tenable.

**Vous évoquez le philosophe Ivan Illich dont le livre est resté célèbre. Dans *Une société sans école* (1971), il proposait de repenser radicalement l’éducation. En quoi cet auteur qui est longtemps passé pour un grand utopiste, redevient-il d’actualité ?**

**M.D.-B.** - Ivan Illich montre les effets pervers d’un certain nombre d’institutions, et notamment de l’école [(4)](https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo#4). Il souligne qu’on apprend beaucoup plus hors de ses murs. Aujourd’hui, le monde s’est ouvert, et on voit bien les limites d’une communauté scolaire qui reste très fermée, alors que, selon le célèbre proverbe africain, « *il faut tout un village pour éduquer un enfant* ». Parmi les sociologues actuels, notamment américains, beaucoup redécouvrent Illich. Les jeunes seraient bien mieux éduqués s’ils n’étaient pas enfermés avec quelques adultes, certes très savants mais complètement coupés du monde.

**Que ce soit au niveau scolaire ou universitaire, on voit pourtant des enseignants concevoir des initiatives ouvertes sur la société, comme ceux qui envoient leurs élèves en dehors des cours faire des distributions de vivres pour des ONG, ou invitent des migrants à témoigner dans leur classe… Les choses ne sont-elles pas en train de changer ?**

**M.D.-B.** - Effectivement, on voit aussi des jeunes issus de grandes écoles qui se disent qu’écrire des mails toute la journée n’est pas très excitant et se tournent vers des professions plus concrètes et porteuses de sens. Le retentissement de l’essai sur le sens et la valeur du travail de Matthew Crawford, (*Éloge du carburateur,* La Découverte, 2009) en témoigne. Ce qu’on défend dans ce livre est une autre approche de la qualification qui ne se fonde pas uniquement sur les diplômes, mais tient compte aussi de la valeur de la personne.

**F.D.** - Le mérite scolaire est devenu la figure cardinale du mérite. Et il y a soupçon sur ceux qui réussissent sans diplôme. Mais pour être un peu optimiste, on assiste par exemple actuellement à une certaine revanche des bac pro qui, suivis d’un BTS, peuvent ouvrir la voie à de meilleures professions qu’une licence d’enseignement général qui risque de ne déboucher sur rien.

**Aujourd’hui, beaucoup de directives de l’Éducation nationale conseillent le travail en équipe, la pédagogie de projet, l’éducation bienveillante… À quoi, selon vous, est due la résistance, particulièrement en France, d'une «**[**forme scolaire**](https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo#6)**\* » très académique et qui paraît régimenter toute la société ?**

**M.D.-B.** - L’enseignement français reste très dogmatique : il lui manque un esprit expérimental et curieux de ce que font les autres. Pendant longtemps, par exemple, le débat sur les méthodes de lecture est resté entièrement idéologique, même si cela a changé récemment.

**F.D.** - Le problème est qu’en France, si vous touchez à l’école, vous êtes soupçonné d’être un affreux libéral. Pour ces raisons, la France est un des rares pays où les établissements ne recrutent pas leurs enseignants. On est enfermé dans des formes de pensée qui nous paralysent. Toucher à l’école est une véritable bombe, car les enjeux sont décisifs dès lors que vous savez que le destin de vos enfants en dépend. Lever l’emprise scolaire consisterait à détendre le jeu. Pour ma part, je suis atterré par la pauvreté du débat politique sur l’éducation, alors qu’il s’agit du destin des générations futures.

**M.D.-B.** - Il ne faut pas cependant jeter le bébé avec l’eau du bain. La massification a apporté des améliorations, en permettant, par exemple, aux femmes d’accéder à tous les niveaux d’études. Mais on ne peut pas se satisfaire de cela. Il faudrait élargir la fonction de l’école plutôt que de la limiter à ces acquis.

À lire [Ivan Illich - Une société sans école](https://www.scienceshumaines.com/ivan-illich-une-societe-sans-ecole_fr_37231.html) [Les grands penseurs de l'éducation, Grands Dossiers n°45 (Décembre 2016 - janvier-février 2017)](https://www.scienceshumaines.com/les-grands-penseurs-de-l-education_fr_629.htm)

**NOTES**  (1) Notamment l’enquête Ifop de décembre 2022 pour la fondation Jean-Jaurès et la fondation Reboot. Voir les résultats et analyses, « La mésinformation scientifique des jeunes à l’heure des réseaux sociaux », sur le site de la fondation Jean-Jaurès, 12 janvier 2023.

(2) François Dubet, *Le Déclin de l'institution*, Seuil, 2002.

(3) Marie Duru-Bellat, *L'Inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*, Seuil, 2006.

(4) Lire Martine Fournier, « Ivan Illich. Une société sans école »*, Les Grands Dossiers des sciences humaines*, n° 45, décembre 2016/janvier-février 2017.

(5) **• Théorie du capital humain** Selon la définition de l'OCDE, le capital humain recouvre *« l'ensemble des connaissances, qualifica-tions, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique.* » « *Le capital humain constitue un bien immatériel qui peut faire progresser ou soutenir la productivité, l'innovation et l'employabilité* » (1998).

(6) **• Forme scolaire** La forme scolaire désigne la relation pédagogique traditionnelle instaurant un temps dédié à chaque discipline, un espace spécifique (la salle de classe et son organisation avec des rangées de tables, une estrade, un tableau) et des règles strictes comme l’immobilité des élèves et l’écoute de la parole magistrale.

<https://www.scienceshumaines.com/francois-dubet-et-marie-duru-bellat-trop-d-ecole-tue-l-education_fr_47498.html?utm_source=brevo>

**4 « Le populisme est aussi une crise de l’éducation »**

[**Chronique**](file:///C:\idees-chroniques\)[Philippe Bernard](C:\\signataires\\philippe-bernard\\)[Editorialiste au « Monde »](C:\\signataires\\philippe-bernard\\)

Alors que la scolarisation n’a jamais été si massive, les démagogues, de Trump à Le Pen, ont le vent en poupe, constate dans sa chronique Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

L’affaire a longtemps été entendue : de la diffusion généralisée de l’éducation émergerait une démocratie enrichie, confortée par l’apport de ses citoyens éclairés. Des « [hussards noirs](https://www.lemonde.fr/archives/article/1990/08/15/frissons-fin-de-siecle-22-la-regle-de-fer-des-hussards-noirs_3992117_1819218.html) » de la IIIe République, ces instituteurs chargés de conforter le régime contre l’obscurantisme religieux, à Jean-Pierre Chevènement, ministre de l’éducation nationale de François Mitterrand s’engageant à [porter jusqu’à 80 %](https://www.lemonde.fr/orientation-scolaire/article/2012/07/13/plus-de-80-d-une-generation-au-niveau-du-bac_1733491_1473696.html) la part d’une génération accédant au niveau du baccalauréat, l’école n’a jamais cessé d’être au cœur de la promesse centrale de la République, et singulièrement de la gauche : l’égalité des chances, autrement dit l’effacement par l’école des inégalités liées à la naissance.

Sauf que rien ne se passe plus comme prévu. En France, comme dans la plupart des pays développés, la généralisation sans précédent de l’éducation et l’élévation spectaculaire de son niveau théorique, loin d’affermir la démocratie, en accompagnent l’effritement. Le taux de bacheliers parmi une classe d’âge, qui ne dépassait pas 20 % en 1970, a atteint 60 % en 1995 et [frôle ou dépasse aujourd’hui 80 %](https://www.insee.fr/fr/statistiques/2383585) ; le nombre d’étudiants a presque doublé depuis les années 1980.

Pourtant, les nouvelles générations, davantage diplômées que les précédentes, votent moins. Pourtant, la proportion de jeunes qui ne croient pas que l’être humain a été façonné par l’évolution des espèces est plus forte que chez les seniors (selon un [sondage IFOP pour la Fondation Reboot et la Fondation Jean Jaurès](https://www.jean-jaures.org/publication/la-mesinformation-scientifique-des-jeunes-a-lheure-des-reseaux-sociaux/)) et 20 % des 11-24 ans sont persuadés que les Américains ne sont jamais allés sur la Lune. Alors que la scolarisation n’a jamais été aussi massive, les démagogues ont le vent en poupe, à l’image de Donald Trump, président élu américain, Viktor Orban, premier ministre hongrois, en passant par l’AfD allemande ou Marine Le Pen. Le populisme est aussi une crise de l’éducation.

**Vainqueurs contre vaincus**

Certes, le lien entre le faible niveau scolaire et le vote d’extrême droite est avéré : [62 % des Américains](https://abcnews.go.com/Elections/exit-polls-2024-us-presidential-election-results-analysis) n’ayant pas fait d’études supérieures ont voté pour M. Trump. En France aussi, le vote pour le Rassemblement national est inversement proportionnel au degré de diplôme. Ce qui apparaît comme une évidence ne l’a pas toujours été. Depuis les années 1960, et surtout depuis 1990, le lien entre orientation politique et niveau d’études s’est spectaculairement renversé dans la plupart des Etats démocratiques. Alors que les partis de gauche attiraient auparavant les électeurs les moins favorisés et éduqués et ceux de droite les plus riches et diplômés, c’est désormais l’inverse, a montré une [vaste étude](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/05/03/pourquoi-les-pauvres-votent-ils-a-droite_6078884_3232.html) portant sur cinquante pays (*Clivages politiques et inégalités sociales*, codirigé par Thomas Piketty, 2021. EHESS-Gallimard-Le Seuil).

Parmi les raisons pour lesquelles les « peu » ou « pas diplômés » sont passés de la gauche à la droite, on trouve, dans le cas français, le fait que la massification de l’éducation et la dictature du diplôme ont ouvert un fossé béant entre vainqueurs et vaincus du tri scolaire, expliquent François Dubet et Marie Duru-Bellat, deux spécialistes de l’école et des inégalités dans [*L’Emprise scolaire*](https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/09/06/l-emprise-scolaire-sortir-du-trop-plein-d-ecole-une-necessite-democratique_6305252_3232.html) (Les Presses de Sciences Po, 2024). Les vainqueurs, convaincus de ne devoir leur réussite qu’à leur mérite, *« se sentent légitimes »* et défendent *« les valeurs universelles de la raison et de l’expertise »*. Les vaincus, *« humiliés par leur défaite scolaire »*, se sentent *« ignorés et méprisés »* et leurs opinions sont plus autoritaires et traditionnelles.

Les auteurs, issus de la gauche mais pourfendeurs d’un système scolaire inégalitaire devenu le mètre étalon de la valeur des individus, font leur autocritique : le toujours *«* *plus d’école »* a atteint ses limites, il *« affaiblit les démocraties alors que nous pensions que* [l’école] *en était le vecteur essentiel »*. Tandis que le sentiment d’appartenance de classe pouvait déboucher sur les luttes collectives, la dévalorisation des diplômes est vécue comme une épreuve personnelle, alimentant la hargne contre les élites. Les victimes du système, loin de bénéficier de la massification, voient leur position relative se dégrader.

**Mettre fin aux hypocrisies**

*« Le ressentiment de ces derniers*, assènent M. Dubet et Mme Duru-Bellat, *est d’autant plus fort que les vainqueurs du tri scolaire ne cessent de donner des leçons d’égalité et de combattre les discriminations pendant que le “peuple”, lui, est en dehors de la cible des victimes*.*»* Ainsi, le débat politique oppose des citoyens en fonction de la « rentabilité » qu’ils ont pu tirer de leur diplôme. Grosso modo, les diplômés ayant pu accéder à des postes enviés votent pour Emmanuel Macron, ceux qui n’ont pas pu tendent à préférer Jean-Luc Mélenchon, tandis que les non-diplômés se tournent vers Marine Le Pen.

Les réponses à ces effets pervers de la massification éducative ne sont pas simples. Elles supposent de ne plus tout attendre de l’école, de reconnaître la multitude des savoirs, académiques ou non, d’inventer de nouvelles formes de coopération avec les familles, de valoriser des compétences comme la confiance en soi, le sens de la coopération et la maîtrise des émotions, facteurs de réussite. Mais la justice éducative suppose aussi la fin des hypocrisies d’un système qui affecte dans les quartiers populaires les enseignants les moins expérimentés et dépense trois fois plus pour un élève de classes prépa, massivement investies par les familles privilégiées, que pour un étudiant d’université.

Plutôt que de perpétuels changements de programme ou d’éphémères annonces politiciennes, la priorité ne devrait-elle pas être de rechercher tous les moyens pour que le système scolaire, instrument privilégié d’émancipation, cesse de produire autant de ressentiment et donc de carburant pour les démagogues ? Redonner espoir en l’école, investir dans l’égalité des chances, voilà un beau programme à long terme pour Elisabeth Borne, cinquième ministre de l’éducation nationale en un an. Après tout, l’heure est aux vœux.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Elisabeth Borne de retour au gouvernement avec un grand ministère englobant l’éducation nationale, l’enseignement supérieur et la recherche](https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/12/23/gouvernement-bayrou-elisabeth-borne-de-retour-avec-un-grand-ministere-education-nationale-enseignement-superieur-recherche_6464264_3224.html)

[Philippe Bernard (Editorialiste au « Monde »)](file:///C:\signataires\philippe-bernard\)

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/01/05/le-populisme-est-aussi-une-crise-de-l-education_6482018_3232.html>